

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

Décembre 2021

TENDANCES CONJONCTURELLES

3^e TRIMESTRE 2021

Une activité en dents de scie après le rebond dynamique

Ralentissement de l'activité

Après son rebond du 2^e trimestre, l'Indicateur du Climat des Affaires (ICA) marque le pas au 3^e trimestre. Toujours au-dessus de sa moyenne de longue période à 102,6 points, il perd 3,3 points, en raison notamment des nouvelles restrictions induites par les mesures de lutte contre la Covid-19 prises en août.

Malgré ces restrictions, les chefs d'entreprise constatent toutefois une conjoncture favorable, semblable à celle d'avant-crise dans la plupart des secteurs.

Les répondants à l'enquête de l'IEDOM estiment que l'activité devrait rester bien orientée au 4^e trimestre, mais ils craignent dans le même temps la possible mise en place de nouvelles restrictions sanitaires (27 % des répondants) et des difficultés d'approvisionnement (23 % des répondants).

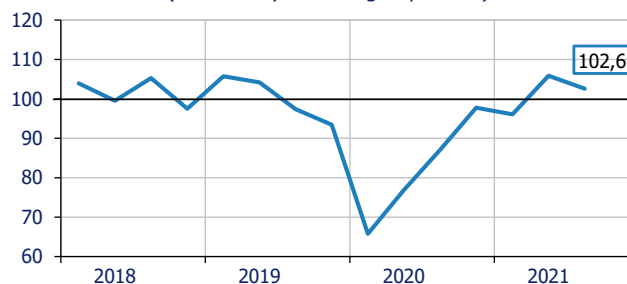
Conséquence des hausses des coûts des intrants, les chefs d'entreprise augmentent leurs prix de vente. Ces hausses devraient s'effacer progressivement en 2022 d'après les prévisions de la Banque de France, car considérées comme transitoires. Parmi les interrogés, 86 % des entreprises ont subi une hausse de leurs intrants depuis le début de l'année, avec en moyenne 15 % d'augmentation, sans différence significative entre les secteurs.

Au 3^e trimestre, 16 % des chefs d'entreprise répondants craignent par ailleurs de subir une défaillance dans l'année à venir, comptant pour 13 % des effectifs interrogés. La tendance est à nuancer puisque 10 entreprises sondées ont vu leur situation s'améliorer depuis le début de l'année, ne craignant plus de défaillance. À l'inverse, 5 entreprises déclarent désormais en redouter une. Ces structures sont majoritairement des entreprises de petite taille, dont 2 du BTP, 2 des services marchands et 1 du tourisme.

Augmentation continue des encours de crédits

L'encours sain de crédits s'inscrit en progression dynamique (+1,8 % sur trois mois, soit +72,3 M€), et de +6,9 % en glissement annuel (+268,5 M€). Les crédits à l'investissement contribuent à cette progression (+4,6 % ; +40,1 M€) portant l'encours sain des entreprises à 2 273,1 M€ (+2,4 % ; +52,5 M€), tandis que les crédits d'exploitation se stabilisent à 200,7 M€ (+0,4 % ; +0,7 M€). L'encours sain aux ménages atteint 1 447,4 M€ (+1,8 % ; +26,1 M€), soutenu par les crédits à l'habitat (+1,7 % ; +17,5 M€) et les crédits à la consommation (+2,4 % ; +8,8 M€). En outre, le taux de créances douteuses diminue de 0,41 point sur le trimestre, à 3,46 %.

Indicateur du climat des affaires en Guyane
(100 = moyenne longue période)



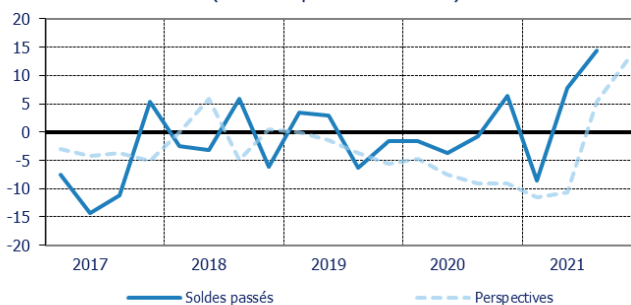
Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Nouvelle hausse des prix à la consommation

Les relevés du mois d'août traduisent une augmentation du niveau des prix de 1,9 % en 6 mois. Cette inflation est supérieure à celle constatée au niveau national sur cette période (+1,2 %).

Les prix de l'énergie, comme le coût du fret, sont en augmentation à l'échelle mondiale. Avec une hausse de 13,1 % en Guyane, ils sont le moteur de cette accélération. Concernant les autres postes, les prix des services augmentent de 2,2 %, ceux de l'alimentation de 0,8 % et ceux des produits manufacturés de 0,2 % sur les 6 mois précédant août.

Prix de vente tous secteurs confondus
(Solde d'opinion CVS en %)

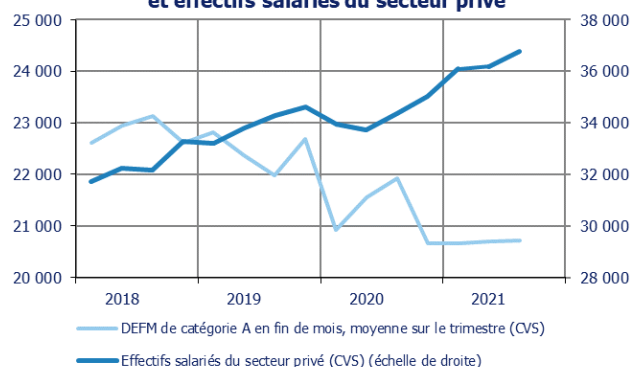


Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Cette hausse des prix est confirmée par l'opinion des chefs d'entreprise sur les prix de vente au 3^e trimestre. Ceux-ci constatent un net rebond des prix depuis le début d'année, et s'attendent d'ailleurs à ce que ce mouvement se prolonge au 4^e trimestre.

L'emploi salarié accélère

Demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A (DEFM A) et effectifs salariés du secteur privé



Sources : Pôle emploi / DEETS, Acoss

Au 3^e trimestre, l'emploi salarié du secteur privé progresse de 1,6 % pour atteindre 36 769 personnes (CVS), après +0,3 % au 2^e trimestre. Cette évolution, qui est de 7,1 % en glissement annuel, confirme la nette amélioration du marché du travail depuis mi-2020. Les chefs d'entreprise prévoient cependant un ralentissement de la hausse de leurs effectifs pour le prochain trimestre.

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A est quant à lui stable à 20 710 (CVS). Cela confirme la tendance à la stagnation du nombre de chômeurs observée depuis le début d'année, après une nette amélioration fin 2020 (- 5,5 % en glissement annuel ; CVS).

Les 25-49 ans sont majoritaires parmi les demandeurs d'emploi de cette catégorie (58,3 %), même si leur part tend à diminuer, au détriment des jeunes de moins de 25 ans qui représentent désormais 17,8 % des demandeurs d'emploi de catégorie A.

La consommation des ménages reste soutenue

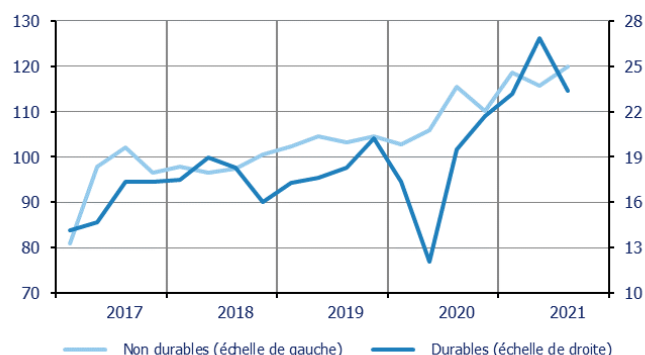
Au 3^e trimestre, les importations destinées aux ménages sont en légère hausse (+0,5 % ; CVS), ce qui représente une augmentation de 6,1 % en glissement annuel. Après un rapide rebond post-confinement, les importations de biens de consommation durables sont en repli de 9,8 % (CVS), notamment en raison de la chute des importations de télévisions ou de machines à laver, possible conséquence des problématiques logistiques portuaires actuelles. Les importations de biens de consommation non durables augmentent de 3,7 % (CVS).

La consommation est soutenue par la masse salariale du secteur privé qui, même si elle est en léger recul ce trimestre (-1,0 % ; CVS), se maintient à un niveau élevé (+11,3 % en glissement annuel ; CVS).

En lien avec l'accroissement de l'encours des crédits à la consommation de 11,7 % en glissement annuel, le nombre d'immatriculations de véhicules augmente de 6,4 % sur un trimestre et de 14,1 % sur un an. Parallèlement, la collecte des dépôts à vue des ménages est en léger recul (-0,6 % sur le trimestre) après une période de forte hausse (+6,7 % sur un an, +21,1 % sur deux ans). La décollecte sur les comptes courants des ménages participe à la bonne tenue de la consommation.

S'agissant des ménages fragiles, au 3^e trimestre, le montant du revenu de solidarité active (RSA) versé atteint 39,8 M€ (+0,6 % en glissement annuel). En Guyane, plus de 27 600 personnes bénéficient du RSA, majoritairement des femmes seules avec enfants (près de 55 % des bénéficiaires). Les 25-29 ans comptent pour 15 % des bénéficiaires, alors qu'ils ne représentent que 7 % de la population.

Importations de biens de consommation
(En millions d'euros)

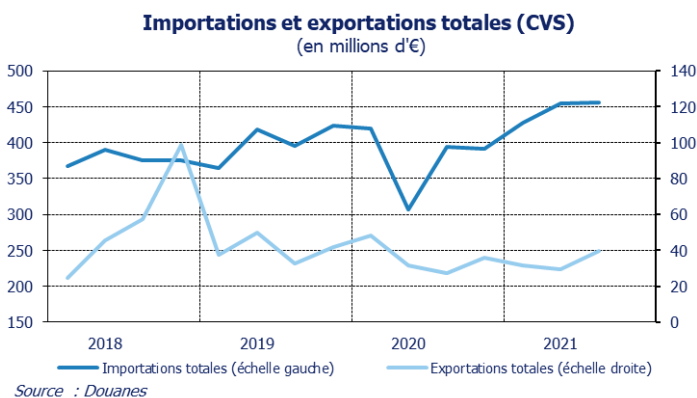


Sources : Douane, CVS Iedom

Les importations se stabilisent à un haut niveau

Portées par une forte consommation, les importations atteignent 456 M€ (CVS), en légère progression (+0,2 %) par rapport au 2^e trimestre. Avec une augmentation sur un an de 15,7 % (CVS), elles se stabilisent ainsi à ce niveau record.

Les exportations augmentent fortement (+34,8 % sur le trimestre, +44,3 % en glissement annuel, données CVS) pour s'établir à 39,5 M€, sous l'effet de la réexportation de conteneurs et de biens d'investissement liés au spatial. Le déficit commercial se réduit de 2,2 % sur le 3^e trimestre, mais reste en progression en glissement annuel (+13,6 % ; CVS).



Des investissements en progression mais l'inquiétude persiste

Les encours de crédits à l'investissement des entreprises maintiennent leur dynamisme (+4,6 % au 3^e trimestre après +2,4 %). Même si les importations de biens d'investissement marquent un recul par rapport au précédent trimestre (-6,7 % ; CVS) leur progression est de 20,4 % en glissement annuel (CVS).

La dynamique positive de l'investissement se constate aussi par l'évolution des encours bancaires des crédits à l'habitat (tous les agents économiques confondus) qui progressent de 1,3 % sur un trimestre et de 5,9 % sur un an.

742 entreprises ont par ailleurs été créées au 3^e trimestre, soit une nouvelle hausse trimestrielle (+6,0 % ; CVS).

Bien qu'en progression, le solde d'opinion relatif aux prévisions d'investissement relevées dans l'enquête de l'IEDOM reste encore inférieur à sa moyenne de longue période, signe d'une inquiétude persistante des chefs d'entreprises face à l'évolution de la crise sanitaire en 2022.

L'activité croît dans la plupart des secteurs

Le secteur du **BTP** est dans une phase ascendante, bénéficiant de la mise en œuvre d'importants projets. Le potentiel du secteur permet aux entreprises de renforcer leurs équipes, dans un territoire au besoin en construction constant. Les carnets de commandes sont jugés satisfaisants par les dirigeants interrogés par l'IEDOM avec, sur la période 2021-2025, 3 milliards d'euros de chantiers qui devraient émerger d'après la CERC de Guyane. Dans le même temps, les autorisations de logements collectifs et en résidence diminuent : 1 500 sur 12 mois à fin septembre 2021, contre 2 100 fin septembre 2020.

Le secteur **industriel** (hors IAA) maintient son activité proche de sa moyenne de longue période. Les charges restent dégradées compte tenu des surstockages réalisés par crainte de subir des pénuries sur certains intrants, mais également à cause de la hausse des coûts du fret et des matières premières, ce qui se répercute sur les prix des produits finis. Les professionnels anticipent un ralentissement de leur activité pour la fin de l'année.

Les exportations d'**or** baissent sur un an (-17,6 % en valeur, CVS). La même tendance est observée dans la filière **bois** (-14,4 % en valeur, CVS), qui poursuit sa baisse tendancielle.

Les **commerces** ont vu leurs activités progresser à nouveau au cours des trois derniers mois. La trésorerie des entreprises du secteur s'est améliorée tout au long de l'année. Toutefois, les charges d'exploitation se dégradent au cours du 3^e trimestre. Les répondants indiquent par ailleurs augmenter fortement leurs prix de vente. Au 4^e trimestre, ces hausses devraient s'amplifier.

Les professionnels des **services marchands** ont subi une baisse d'activité au 3^e trimestre et enregistré une stabilité de leurs prix. Ils estiment par ailleurs que leurs investissements devraient baisser en 2022.

Malgré la fermeture des bars et restaurants ainsi que l'annulation des activités touristiques à partir de fin août, les répondants à l'enquête de l'IEDOM du secteur du **tourisme** enregistrent une hausse d'activité, après six trimestres consécutifs de baisse. Cette progression est portée par l'activité de location automobile, la restauration rapide, ou encore certains hôtels. Le retour d'un trafic aérien plus soutenu a notamment bénéficié au secteur. Le secteur demeure toutefois encore très fébrile, craignant de nouvelles mesures de lutte contre le Covid.

Les chefs d'entreprise regroupant le **secteur primaire et l'industrie agroalimentaire** relatent quant à eux une activité économique favorable, nonobstant une augmentation des charges d'exploitation. Ils constatent également une hausse des prix, notamment dans l'agro-industrie.

La conjoncture internationale et régionale

LA REPRISE DE L'ÉCONOMIE MONDIALE SE POURSUIT

Les dernières estimations publiées par le FMI en octobre 2021 anticipent une croissance du PIB mondial de 5,9 % en 2021. Ces perspectives sont légèrement inférieures à celles de juillet puisque le FMI tablait alors sur une hausse de 6,0 %. Cette révision s'explique par la dégradation de la situation dans les pays avancés, notamment due à des ruptures d'approvisionnement, mais aussi dans certains pays en développement en raison de l'aggravation de la situation épidémique. En 2022, le FMI table sur une progression du PIB mondial de 4,9 %, soit un rythme inchangé par rapport aux perspectives de juillet.

Aux États-Unis, la croissance du PIB a nettement ralenti au 3^e trimestre. Elle ne s'élève plus qu'à +0,5 % en rythme trimestriel, après une augmentation de 1,6 % au trimestre précédent. Ce ralentissement s'explique par le retour de restrictions sanitaires dans certains États avec la propagation du variant Delta mais également par les difficultés mondiales d'approvisionnement qui provoquent des retards de livraison voire des pénuries pour certains biens. La fin de certaines aides fédérales a également pesé sur la consommation des ménages. Sur l'ensemble de l'année 2021, le FMI anticipe une hausse du PIB de 6,0 %, nettement inférieure à ce qui avait été anticipé en juillet (+7,0 %).

Dans la zone euro, le PIB a augmenté de 2,1 % au 3^e trimestre, soit le même rythme qu'au trimestre précédent. Le taux de chômage a quant à lui continué de baisser pour s'établir à 7,4 % à fin septembre. Il s'élevait à 7,8 % à fin juin et à 8,6 % un an plus tôt. À l'inverse, le taux d'inflation progresse pour le troisième mois consécutif pour atteindre 3,4 % à fin septembre, contre seulement 1,9 % trois mois plus tôt. Sur l'année entière, le PIB pourrait croître de 5,0 % selon le FMI, avec des écarts marqués entre les pays de la zone.

En France, le PIB a enregistré une croissance de 3,0 % au 3^e trimestre après une hausse de 1,3 % au trimestre précédent. Il revient ainsi quasiment à son niveau d'avant-crise (-0,1 % par rapport au 4^e trimestre 2019). Cette évolution est portée par la progression marquée de la consommation des ménages (+5,0 %) et des exportations (+2,3 %). L'investissement (-0,1 %) et les importations (+0,1 %) sont pour leur part quasiment stables par rapport au trimestre précédent. Selon les prévisions de la Banque de France et du FMI, le PIB augmenterait de 6,3 % sur l'ensemble de l'année.

Le Japon a vu son PIB se contracter de 0,8 % sur le trimestre. Cette évolution s'explique par le recul de la consommation des ménages (-1,2 %) et de l'investissement des entreprises (-3,8 %) alors que le pays a traversé, durant cette période, sa pire vague de Covid-19. La pénurie de semi-conducteurs a par ailleurs pesé fortement sur l'industrie automobile qui a été contrainte de réduire nettement sa production en septembre. Sur l'ensemble de l'année 2021, le FMI anticipe une croissance de 2,4 %.

Enfin, les pays émergents et en développement verraient leur PIB croître de 6,4 % en 2021 selon le FMI. Cette évolution masque d'importantes disparités entre les pays : la Chine et l'Inde pourraient voir leur PIB progresser de respectivement 8,0 % et 9,5 % sur l'année tandis que le Brésil et la Russie enregistreraient une hausse moins marquée (respectivement +5,2 % et +4,7 %).

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 17 novembre 2021.

UNE REPRISE DIFFICILE POUR L'ÉCONOMIE DES PAYS D'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES

Dans son rapport annuel publié en octobre 2021, la Commission Économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) estime qu'en 2021, la croissance de la région atteindra 5,9 % puis 3 % en 2022. Toutefois, ces taux de croissance masquent des divergences entre les pays de la région, notamment en termes de politique fiscale et monétaire. Par ailleurs, la couverture vaccinale est très asymétrique (au 8 décembre 2021, 18 % de la population étaient vaccinés en Jamaïque, alors que 85 % des habitants du Chili l'étaient). D'autre part, avec le ralentissement de moitié de la croissance estimée à partir de 2022, tous les pays de la région ne seront pas en mesure de compenser la contraction record de l'activité en 2020 (-6,7 %).

Dans ce contexte et afin d'augmenter la liquidité de ses pays membres, le FMI a mis en place en août 2021 une allocation générale de droits de tirages spéciaux (DTS), à hauteur de 650 milliards de dollars. L'Amérique latine, ainsi que la région Caraïbes ont reçu à ce titre 18 % du fonds pour les pays en développement, soit 51,5 milliards de dollars. Cette aide est particulièrement profitable pour certaines petites économies de la région, comme le Suriname et le Guyana, pour lesquels l'allocation représente près de 35 % de leurs réserves en monnaie étrangère ou encore le Belize et la Jamaïque, qui sont les économies les plus endettées de la région (respectivement 118 % et 103 % de leur PIB).

Afin de relancer la demande et dégager des liquidités, la plupart des pays de la zone Amérique latine et Caraïbes ont mené des politiques monétaires expansionnistes. Cependant, l'augmentation du niveau des prix dans la région (de l'ordre de 5,4 % de variation en glissement annuel en juin 2021), conséquence de l'accélération de la demande à niveau d'offre constant, associée à l'appréciation du dollar, réduit la marge de manœuvre des économies de la région et les contraint à augmenter leurs taux d'intérêt directeurs. La banque centrale brésilienne a par exemple relevé début décembre son taux directeur à 9,25 % alors qu'il n'était encore qu'à 2 % en mars dernier. Cette tentative d'enrayer la forte inflation (+10,7 % en rythme annuel en novembre) fragilise grandement la reprise économique du pays, qui est entré en récession au 3^e trimestre avec une baisse de son PIB de 0,1 %.

Sources : Banque Mondiale, CEPALC « Economic Survey of Latin America and the Caribbean, 2021 », FMI.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : S. BOUVIER-GAZ — Responsable de la rédaction : D. LAURET
Rédaction : V. LE RÉGENT — S. AUBERT — Participation aux travaux : L-H. JASON — Éditeur et imprimeur : IEDOM